Au Liban, Paris Match Belgique pénètre le monde des trafiquants d'antiquités

DE BEYROUTH À BRUXELLES, AU CŒUR DES RÉSEAUX

La Belgique est l'un des centres nerveux du trafic illicite d'antiquités en Europe. Les filières d'approvisionnement des objets pillés au Proche-Orient qui s'y ramifient sont multiples, mais l'une d'elles passe par le Liban. Nous sommes partis sur la piste des trafiquants dans la vallée de la Bekaa et à Beyrouth. Elle a fini par nous ramener à Bruxelles, où trois affaires en cours mêlent une odeur de soufre aux parfums du pays du Cèdre. Une grande enquête réalisée avec l'aide du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

UNE ENQUÊTE DE **FRÉDÉRIC LOORE**

Un soir, à Beyrouth. Frédéric Loore s'entretient avec un trafiquant libanais qui pense avoir affaire à un intermédiaire, mandaté par des collectionneurs privés belges à la recherche d'antiquités d'origine illicite. Notre journaliste se voit proposer des pièces provenant d'une excavation sauvage réalisée dans le sud du Liban, selon les dires du contrebandier.

Le trafiquant fait défiler les objets sur son smartphone. Il nous lâche : « Si on fait affaire et que ça se passe bien entre nous, je pourrai ensuite te proposer beaucoup plus. Tu n'imagines même pas ! »

Par Frédéric Loore

La nuit est tombée comme un voile sur Beyrouth. La rumeur sourde de la ville enfle dans l'air du soir. Le long d'un boulevard du quartier d'Achrafieh, la terrasse à peine éclairée d'un bar à café branché. L'homme avec lequel nous avons rendez-vous prend place. La pénombre dans laquelle il se glisse paraît le rassurer. « Je tiens à deux choses », lâche-t-il en préambule, « la sécurité et la confiance ». Sa voix est en partie couverte par le tintamarre de la rue beyrouthine, chassé-croisé de voitures et pétarades de scooters.

Coupe mulet, barbe de bouc, blouson en cuir et larges épaules, bagues ornementales au bout de solides paluches : le gaillard en impose. C'est un trafiquant d'antiquités libanais. « Je fais ce business depuis vingt ans », assure-t-il. Il ignore qu'il s'apprête à traiter avec un journaliste. L'intermédiaire qui a organisé la rencontre également. Tous deux pensent avoir affaire au représentant de riches collectionneurs privés belges, à la recherche de pièces encore inconnues à ce jour sur le marché. Entendez des objets archéologiques de provenance illégale, issus de vols et de pillages de sites.

L'individu sort deux smartphones de son cuir. Coups d'œil furtifs jetés à la ronde. Il transfère des fichiers de l'un à l'autre tout en expliquant que ce qu'il va nous montrer se trouve actuellement au Liban, qu'il ne s'agit que d'un maigre aperçu de ce qu'il a en réserve – « Tu n'imagines même pas ! » – et qu'il envisage cette éventuelle première transaction comme un test de fiabilité réciproque : lui comme vendeur, moi comme acheteur.

L'écran du GSM s'éclaire et une vidéo démarre. Aux dires du trafiquant, c'est le film d'une excavation sauvage, pratiquée au sud du Liban, dans la région de Sidon. Elle aurait mis au jour la sépulture d'une reine de l'époque romaine. On y voit notamment un quidam ôter le couvercle du tombeau enterré derrière lequel apparaissent un crâne, des ossements et divers objets. Suivent des photos des artefacts extraits de la tombe superbement royale : parmi d'autres trésors, nous identifions des masques funéraires, des poteries, des bagues gravées d'un sceau. « N'est-ce pas phénicien ? » demandons-nous. La façade méditerranéenne de l'actuel pays du Cèdre fut le berceau antique de cette riche civilisation ayant rayonné près de mille ans entre les cités de Tyr et de Byblos. « Non, c'est bien romain », garantit le trafiquant. Et d'ajouter : « Mais si tu veux du phénicien, je peux en avoir. »

La Bekaa, terre de trafics

Cinq cent mille dollars. C'est le prix qu'il demande pour le tout. À négocier. Il comprend cependant que nos prétendus commanditaires n'achèteront pas sans pouvoir s'assurer au préalable de l'authenticité des pièces. « Il y a de nombreux faux et beaucoup proviennent d'Alep (ville du nord-ouest de la Syrie, NDLR) », admet-il. « Pour rassurer tes patrons, je peux t'emmener voir les objets. Il te sera possible de les évaluer, puis ils décideront. »

La conversation roule entre deux tournées d'expressos. Le bonhomme fait défiler de nouvelles photos sur l'écran de son téléphone. Il dit faire aussi des affaires avec l'Irak et la Syrie. Ses précisions, en réponse à nos questions détournées, ainsi que certains recoupements ultérieurs nous donnent toutes les raisons de croire qu'il est en cheville avec le Hezbollah. À tout le moins, qu'il y a ses entrées. Le puissant mouvement islamiste chiite pro-iranien est l'une des factions incontournables parmi les différentes communautés religieuses qui composent le système politique multiconfessionnel du Liban, un pays ravagé par la crise économique et miné par la corruption à tous les étages du pouvoir.

La vallée de la Bekaa constitue la place forte du Hezbollah. La plaine déroule ses vastes étendues rurales entre les chaînes du Mont-Liban et de l'Anti-Liban, qui tronquent l'horizon respectivement à l'ouest et à l'est. Terre de tous les trafics aux mains des clans, c'est également l'une des voies de transit de la contrebande d'antiquités en provenance de Syrie. Principalement le long de la frontière avec le Liban, dans les territoires contrôlés par la milice satellite de l'Iran, vers Hermel et Qusayr au nord, ainsi qu'au sud de Baalbek, depuis le saillant de Tfail en direction de Britel.

Au siège de la Direction générale des antiquités (DGA) à Beyrouth, les responsables affirment cependant que le réseau de tours de guet installé par l'armée libanaise sur les contreforts de l'Anti-Liban empêche désormais le trafic à travers la frontière syrienne et oblige les contrebandiers à opter pour d'autres itinéraires. Cette vision optimiste ne correspond toutefois pas à la réalité du terrain que nous avons arpenté, zigzaguant entre les checkpoints du Hezbollah et du mouvement Amal, l'autre organisation chiite libanaise.

Pendant près d'une heure, le trafiquant fait défiler sur son smartphone des photos et des vidéos illustrant d'après lui le pillage d'une tombe royale de l'époque romaine.

La vallée de la Bekaa s'étend de la chaîne du Mont-Liban à celle de l'Anti-Liban. La contrebande d'objets archéologiques en provenance de Syrie transite par cette région sous le contrôle du Hezbollah.

Le temple de Bacchus, sur le site antique de Baalbek, dans la Bekaa. Un lieu d'exception inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco que la Direction générale des antiquités (DGA) s'efforce de préserver.

De toute évidence, les circuits de contrebande dans la Bekaa, depuis les marches de la Syrie jusqu'à Beyrouth, et au-delà en direction de l'Europe, sont toujours actifs. C'est également le constat établi par « The Docket », l'un des départements de la Fondation (George) Clooney pour la justice, créée par le célèbre acteur américain afin de lutter contre l'impunité des crimes de guerre.

« Tu peux tout passer par l'aéroport international »

Depuis deux ans, le Docket enquête sur les liens entre le commerce des antiquités et le financement des conflits en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen. Ses investigations, pour ce qui concerne le Liban, révèlent que les personnages impliqués dans la chaîne d'approvisionnement de la contrebande sont liés soit au Hezbollah, soit à l'armée libanaise. Selon la directrice juridique du Docket, Anya Neistat, des militaires affectés à la surveillance de la zone frontalière seraient même payés pour détourner le regard : « Nos sources nous ont indiqué qu'il n'était pas rare que les responsables militaires reçoivent la visite du Hezbollah avant leur affectation pour s'assurer qu'ils comprennent bien leur rôle de couverture », explique-t-elle.

Mais ce n'est pas tout : depuis la gigantesque explosion qui a dévasté le port de Beyrouth en août 2020, l'aéroport international Rafik Hariri est devenu le principal point de sortie du territoire pour toutes les marchandises. Or, selon le Docket à nouveau, le Hezbollah aurait en partie la mainmise sur les lieux. « Suivant nos sources toujours », poursuit Anya Neistat, à condition d'y mettre « le bon prix », « tout, y compris les grandes antiquités, peut être transféré de l'aéroport directement en Europe ».

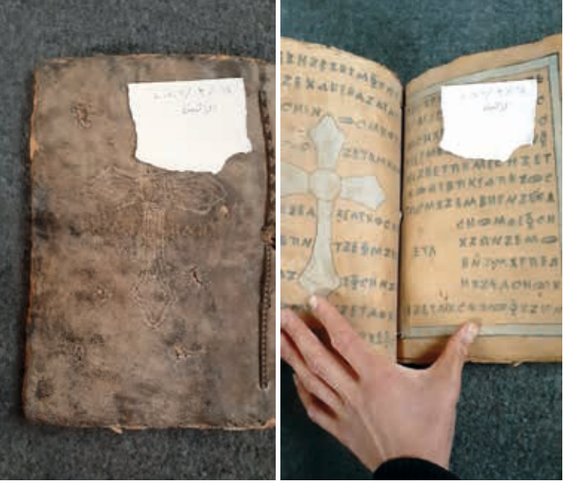
Ces révélations, notre trafiquant beyrouthin va les confirmer indirectement au moment où nous abordons avec lui la délicate question de l'acheminement des pièces vers la Belgique. « Moi, je te les amène jusqu'ici. Le reste, c'est ton problème », dit-il sans plus de cérémonie. On insiste. Il embraie : « Avant, j'avais des gens sur le port, mais depuis l'explosion, c'est plus compliqué. Le mieux, c'est l'aéroport international. Tu peux tout passer par là, il te suffit de trouver les bonnes personnes. Mes autres clients font comme ça, généralement. » Soudain, un sourire entendu balafre son visage. Il se remémore une anecdote invérifiable à propos d'un deal passé en 2020 avec les ressortissants d'un pays européen « ayant trouvé la combine idéale », se marre-t-il. « Ils avaient mis un diplomate dans le coup. Il a tout sorti par la valise diplomatique ! » Au bout d'une heure, l'entrevue s'achève. Nous prenons congé sous le prétexte d'aller consulter nos partenaires.

De Beyrouth au Sablon

Dans l'est de la capitale, à flanc de colline, d'anciennes demeures cossues aux hautes fenêtres en ogive et balcons en fer forgé, témoignent du passé glorieux de cette cité phare, trait d'union entre l'Orient et l'Occident. Au détour d'une petite artère tranquille, nous pénétrons à l'intérieur d'une galerie spécialisée dans l'« art ancien » comme l'indique la discrète plaque de façade.

L'endroit n'est pas accessible au public. Nous avons dû prendre rendez-vous par téléphone en nous présentant de nouveau en tant qu'émissaire de collectionneurs belges fortunés. Cette carte de visite virtuelle ouvre décidément bien des portes. Le propriétaire, Naji A., « est en voyage » nous informe d'emblée sa collaboratrice, plutôt méfiante malgré tout. Naji A. appartient à une lignée d'antiquaires dont la renommée et le réseau de ventes s'étendent bien au-delà du Liban, notamment en France et en Angleterre. Sa famille traîne cependant une réputation sulfureuse et l'un de ses membres, son cousin germain Nabil, s'est d'ailleurs retrouvé mêlé à une retentissante affaire. Celle d'un marchand italien condamné en 2004 par la justice transalpine dans le cadre d'un trafic international d'antiquités grecques, romaines et étrusques, ayant éclaboussé entre autres le prestigieux musée californien Getty.

« Les antiquités, c'est terminé, nous n'en faisons plus », répète en boucle la collaboratrice suspicieuse tandis que nous déambulons dans la galerie. Nos yeux tombent pourtant sur plusieurs objets. Deux en particulier, étonnamment marqués dont nous soumettrons par la suite les photos à un expert. Selon lui, il s'agirait d'un chapiteau corinthien romain, ainsi que d'une plaque de chancel en pierre calcaire d'époque byzantine. Leur marquage correspond vraisemblablement aux numéros d'un inventaire. Mais lequel ? Et d'où proviennent les pièces ? Recontacté, Naji A. nous [SUITE PAGE 42]



Le commerce de faux artefacts constitue lui aussi un phénomène important au Proche-Orient. Exemple avec ces manuscrits qui nous ont été proposés à la vente à Beyrouth et que nous avons soumis à un expert.

a donné l'explication suivante : « Elles sont déclarées à l'Etat – C'est faux, nous l'avons vérifié –, Je les conserve en décoration et ne sont pas à vendre. Je n'ai d'ailleurs pas le droit selon la loi libanaise. Du reste, j'ai arrêté le commerce des antiquités il y a plus de cinq ans ».

Selon certains sources, il pourrait avoir entretenu jusqu'il y a peu des relations d'affaires avec son cousin Nabil. « Pas du tout », assure-t-il. « Je n'ai plus aucun contact avec lui depuis bien longtemps ». Nabil A. vit désormais à Bruxelles et se trouve en ce moment au cœur d'une enquête diligentée par le parquet fédéral. Elle le vise dans le cadre d'un trafic présumé d'antiquités, mais également D., une galeriste connue du Sablon, le centre névralgique du marché de l'art en Belgique.

Dans ce dossier, mis à l'instruction chez la juge bruxelloise Ludivine Kerzmann, apparaît indirectement le nom d'un autre Libanais : Roben Dib. Incarcéré depuis peu en France, il est considéré comme l'instigateur d'une filière criminelle organisée, active dans le trafic mondialisé des antiquités et entre autres des « antiquités du sang ». Ces œuvres spoliées à la faveur des printemps arabes ont financé les groupes armés parties prenantes des conflits ayant ensanglanté le Proche-Orient depuis une décennie. De surcroît, ce quadragénaire est relié à une série de personnages épinglés dans d'autres investigations judiciaires également menées en Belgique, et qui mettent en évidence le rôle de plaque tournante de notre pays.

Kim Kardashian et le prêtre Nedjemankh

L'histoire débute en 2013 outre-Atlantique. Le bureau du procureur de New York entre alors en possession de renseignements relatifs aux activités de ce que Matthew Bogdanos, l'adjoint du procureur pour le district de Manhattan, qualifie dans une note que Paris Match a pu lire de « réseau international de trafic d'antiquités connu pour transporter des objets volés et pillés ». Au préjudice de pays tels que l'Égypte, la Libye, la Syrie et le Yémen.

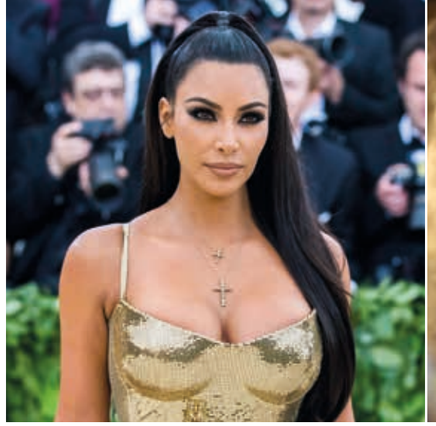
Au centre de ce qui apparaît à la fois comme une toile tentaculaire et un petit monde, un homme : Roben Galel Dib, 43 ans. En compagnie d'un associé, ce marchand dirige la galerie Dionysos installée à Hambourg, en Allemagne. L'enquête conduite par les Américains va durer des années et rassembler des indices en pagaille. Les documents auxquels nous avons pu accéder désignent Dib comme l'artisan numéro un d'un trafic sophistiqué dans lequel on retrouve tous les maillons de la chaîne : depuis les pilleurs et les contrebandiers locaux au Proche-Orient jusqu'aux acheteurs finaux en Europe et aux États-Unis, en passant par un intermédiaire aux Émirats arabes unis chargé de falsifier les factures, les bordereaux d'expédition et les déclarations douanières. Le principal intéressé, lui, finissait de blanchir les objets à Hambourg en confectionnant des certificats de provenance totalement bidon. Son dernier client connu : le Louvre d'Abu Dhabi !

Parmi les centaines d'antiquités trafiquées de la sorte, l'une d'elle occupe une place à part. Il s'agit d'un sarcophage en or du prêtre égyptien de haut rang Nedjemankh (Ier siècle avant notre ère), acquis en 2017 par le musée Metropolitan de New York (Met) pour la coquette somme de 3,5 millions d'euros. En se faisant photographier à ses côtés l'année suivante, Kim Kardashian savait qu'elle le rendrait viral. Cependant, la star des réseaux sociaux était loin de se douter qu'elle contribuerait malgré elle à faire remonter vers Bogdanos et ses enquêteurs des informations de première main sur l'origine illicite du cercueil millénaire.

En tirant sur le fil, les limiers new-yorkais découvrent alors que la provenance de la nouvelle attraction du Met ne correspond en rien à ce qu'indique la licence d'importation bidouillée. En réalité, le sarcophage a été excavé en 2011 par des pilleurs de tombeaux dans la région d'Al-Minya, en Moyenne-Égypte. L'enquête rebondit ensuite à Paris puisque derrière la vente pharaonique du fameux vestige, on trouve la prestigieuse maison Pierre Bergé & Associés. Et plus précisément son expert en archéologie méditerranéenne, le dénommé Christophe Kunicki. Des investigations le concernant, menées notamment en France dès 2018 par l'Office central pour la lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC), vont le relier étroitement au réseau de Roben Dib. Kunicki ainsi que son mari, le marchand d'art Richard Semper, sont aujourd'hui accusés d'avoir trempé dans cette vaste fraude aux objets antiques orientaux, pillés, maquillés et vendus par l'entremise de l'antiquaire parisien de la rue Montaigne.

À l'heure qu'il est, ces deux protagonistes sont inculpés pour escroquerie et blanchiment en bande organisée, association de malfaiteurs, faux et usage de faux. La maison Pierre Bergé l'est également en tant que personne morale, de même que le collectionneur Pierre Bernand et le galeriste David Ghezelbash. Pour ce dernier, parmi d'autres chefs d'inculpation, une infraction inédite est même retenue : l'« acquisition illicite d'un bien culturel archéologique en provenance d'un théâtre d'opérations de groupements terroristes ». Quant à Roben Dib, extradé en France sur la base d'un mandat d'arrêt européen et présumé innocent, il est dans l'attente de sa mise en examen. Intéressons-nous maintenant à ce qui le rattache à la Belgique et précisons que ses avocats n'ont pas encore souhaité réagir.

Du Met de New York au Louvre d'Abou Dhabi, itinéraire d'un suspect dont on parle beaucoup à Bruxelles



Kim Kardashian et le sarcophage de Nedjemankh en 2018 lors d'une soirée de gala au Met de New York. La star des réseaux sociaux ignorait qu'elle allait contribuer à résoudre une enquête sur un vaste trafic international.

Cyrène d'alarme

Le Germano-Libanais apparaît donc dans l'instruction visant la galeriste bruxelloise D., ainsi que Nabil A., devenu le compagnon de celle-ci. L'affaire qui les concerne est débusquée en 2019 par les agents de la Direction générale de l'inspection économique (SPF Économie). Elle s'amorce avec la découverte dans leur vitrine de deux sculptures funéraires cyrénaïques, pillées de façon quasi certaine sur le site archéologique de Cyrène en Libye et proposées à la vente sous le couvert d'une provenance fantaisiste. L'une des deux avait du reste transité l'année précédente chez Pierre Bergé.

Ces œuvres cyrénaïques, dont plus d'une centaine sont aujourd'hui en circulation dans le monde, alimentent depuis 2011 la contrebande internationale générée par le chaos libyen. L'un des acteurs présumés de ce trafic, désormais inculpé et en attente de son procès, est le jeune marchand Barcelonais Jaume Bagot. Celui que la presse espagnole surnommait « l'enfant prodige des arts anciens » était un habitué des grands raouts bruxellois du monde des antiquités. En 2017, il exposait sur le site de la Brafa (Brussels Art Fair) une mosaïque romaine très louche acquise auprès de la famille de Nabil A., sans en désigner un membre en particulier.

L'enquête ne va pas en rester là. D'autres œuvres d'origine douteuse, des époques romaine, égyptienne et grecque, sont repérées parmi le stock du couple d'antiquaires du Sablon. D'autre part, l'analyse de la téléphonie et de l'informatique matérialise les échanges entre D., Nabil A. et Roben Dib, dont le nom figure sur un reçu de vente. La justice les suspecte clairement de trafic et de blanchiment.

Roben Dib et son partenaire allemand apprécient également la Flandre. Moins pour ses galeries que pour ses entrepôts. C'est en effet dans les environs de Malines, chez un prestataire de services logistiques actif dans le transport et la conservation d'œuvres d'art, que des pièces appartenant aux deux hommes sont stockées. L'explication tient peut-être au fait que les licences d'exportation d'un pays de transit tel que la Belgique sont fréquemment utilisées pour blanchir les antiquités et qu'elles s'obtiennent plus aisément en Région flamande qu'en Région wallonne. Quoi qu'il en soit, l'Inspection économique et l'OCBC ont tous deux le contenu de ce dépôt dans leur collimateur.

« Les documents auxquels nous avons pu accéder désignent Dib comme l'artisan numéro un d'un trafic sophistiqué »

Sur la trace d'un sarcophage et d'une lampe à huile

Une autre enquête croise la route de Roben Dib. Nourrie par des soupçons d'importation illégale, elle est cette fois supervisée par le parquet de Bruxelles. Et c'est de nouveau au flair des agents du SPF Économie qu'on la doit. En février 2020, ils saisissent en pleine foire de la Brafa un masque peint égyptien de l'époque ptolémaïque (IIe siècle avant JC) sur le stand des galeristes Antonia et Roswitha E. Ces spécialistes de l'Égypte ancienne possèdent un commerce à Göttingen, en Allemagne, et un autre dans le quartier Saint-Germain, à Paris.

Les investigations judiciaires sont toujours en cours pour retracer le véritable parcours de l'objet, soi-disant issu d'une collection privée hollandaise d'avant 1965. Mais nos propres recherches racontent une tout autre histoire : le masque est en réalité la partie supérieure d'un sarcophage entier, vendu chez Bonhams à Londres en 2014, qui a ensuite été découpé en trois parties (tête, buste, pieds), puis mis en dépôt trois ans plus tard chez Antonia et Roswitha E. L'acquéreur du lot est un certain Roben Dib. Dans un mail intercepté par la police allemande, ce dernier en attribue la provenance à la collection Simon de Montbrison, tout à fait authentique, mais notoirement connue pour servir de faux nez aux trafiquants désireux de brouiller les pistes.

Enfin, c'est par ricochet que le Levantin d'Hambourg pourrait atterrir dans une troisième affaire, dont l'instruction est confiée par le parquet fédéral au juge Michel Claise. Dévoilée par Paris Match en juin 2019, elle tourne autour de Phoenix Ancient Art, la société des frères Ali et Hicham Aboutaam, des négociants de réputation mondiale, eux aussi d'origine libanaise, bien que vivant respectivement à Genève et New York. Depuis trois ans, les enquêteurs de la section financière de la police judiciaire fédérale (PJF) s'intéressent de près à la nature de leurs activités passées, singulièrement celles de leur succursale ouverte en 2017 dans la capitale, en plein Sablon. Les suspicions à leur égard sont connues : trafic de biens culturels et blanchiment de capitaux. Cinq cents pièces leur appartenant ont été saisies. Les frères Aboutaam, dont les déboires judiciaires ne datent pas d'hier, rejettent l'ensemble des accusations.

Dans ce contexte, le juge Claise attend toujours le retour d'une commission rogatoire adressée à la justice helvète, qui enquête de son côté sur Phoenix et ses dirigeants depuis 2010. Le magistrat souhaite récupérer le dossier qui a valu à Ali Aboutaam une condamnation en novembre dernier pour fraude à la TVA sur des objets importés en Suisse. Il doit s'acquitter d'une amende de 6 millions de francs auprès du fisc et des douanes.

Le dossier répressif de l'administration fédérale des douanes que réclame en vain Michel Claise, nous avons pu y accéder. Surprise : dans l'entourage d'Ali Aboutaam, d'autres personnes sont condamnées, et parmi elles… Roben Dib ! Il lui est fait grief d'avoir importé illégalement en 2016 une lampe à huile par le passage frontière de Veyrier. D'autres objets sont référencés, mais ont finalement été écartés de la procédure pénale. Certes, il ne s'agit dans son chef que d'une modeste peine d'amende pour n'avoir pas déclaré ce qu'il transportait. Rien n'est dit de l'origine des biens. Mais il n'empêche, les liens d'affaire sont avérés entre celui qui se profile comme le cerveau d'un gigantesque trafic et le roi genevois des antiquités. — **Frédéric Loore**

Le webdoc de notre enquête est à découvrir sur parismatch.be